82 (1980) Nr. 1

TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

JAARGANG 1989 Nr. 114

A. TITEL

Verdrag inzake de toegang tot de rechter in internationale gevallen; 's-Gravenhage, 25 oktober 1980

B. TEKST

Convention tendant à faciliter l'accès international à la justice

Les Etats signataires de la présente Convention,

Désirant faciliter l'accès international à la justice,

Ont résolu de conclure une Convention à cet effet et sont convenus des dispositions suivantes:

CHAPITRE I

ASSISTANCE JUDICIAIRE

Article premier

Les ressortissants d'un Etat contractant, ainsi que les personnes ayant leur résidence habituelle dans un Etat contractant, sont admis au bénéfice de l'assistance judiciaire en matière civile et commerciale dans chaque Etat contractant dans les mêmes conditions que s'ils étaient eux-mêmes ressortissants de cet Etat et y résidaient habituellement.

Les personnes auxquelles les dispositions de l'alinéa précédent ne s'appliquent pas, mais qui ont eu leur résidence habituelle dans un Etat contractant dans lequel une procédure judiciaire est ou sera engagée, seront néanmoins admises au bénéfice de l'assistance judiciaire aux conditions prévues à l'alinéa précédent, si la cause de l'action découle de cette ancienne résidence habituelle.

Dans les Etats où l'assistance judiciaire existe en matière administrative, sociale ou fiscale, les dispositions du présent article s'appliquent aux affaires portées devant les tribunaux compétents en ces matières.

Article 2

L'article premier s'applique à la consultation juridique, à la condition que le requérant soit présent dans l'Etat où la consultation est demandée.

Article 3

Chaque Etat contractant désigne une Autorité centrale chargée de recevoir les demandes d'assistance judiciaire qui lui sont présentées conformément à la présente Convention et d'y donner suite.

Les Etats fédéraux et les Etats dans lesquels plusieurs systèmes de droit sont en vigueur ont la faculté de désigner plusieurs Autorités centrales. En cas d'incompétence de l'Autorité centrale saisie, celle-ci transmet la demande à l'Autorité centrale compétente du même Etat contractant.

Convention on International Acces to Justice

The States signatory to this Convention,

Desiring to facilitate international access to justice,

Have resolved to conclude a Convention for this purpose and have agreed upon the following provisions –

CHAPTER I

LEGAL AID

Article 1

Nationals of any Contracting State and persons habitually resident in any Contracting State shall be entitled to legal aid for court proceedings in civil and commercial matters in each Contracting State on the same conditions as if they themselves were nationals of and habitually resident in that State.

Persons to whom paragraph 1 does not apply, but who formerly had their habitual residence in a Contracting State in which court proceedings are to be or have been commenced, shall nevertheless be entitled to legal aid as provided by paragraph 1 if the cause of action arose out of their former habitual residence in that State.

In States where legal aid is provided in administrative, social or fiscal matters, the provisions of this Article shall apply to cases brought before the courts or tribunals competent in such matters.

Article 2

Article 1 shall apply to legal advice provided the person seeking advice is present in the State where advice is sought.

Article 3

Each Contracting State shall designate a Central Authority to receive, and take action on, applications for legal aid submitted under this Convention.

Federal States and States which have more than one legal system may designate more than one Central Authority. If the Central Authority to which an application is submitted is not competent to deal with it, it shall forward the application to whichever other Central Authority in the same Contracting State is competent to do so.

Article 4

Chaque Etat contractant désigne une ou plusieurs autorités expéditrices chargées de transmettre les demandes d'assistance judiciaire à l'Autorité centrale compétente dans l'Etat requis.

Les demandes d'assistance judiciaire sont transmises, sans intervention d'aucune autre autorité, à l'aide de la formule modèle annexée à la présente Convention.

Chaque Etat contractant a la faculté d'utiliser aux mêmes fins la voie diplomatique.

Article 5

Lorsqu'il n'est pas présent dans l'Etat requis, le demandeur à l'assistance judiciaire peut, sans préjudice de toute autre voie par laquelle il pourrait soumettre sa demande à l'autorité compétente de cet Etat, présenter sa demande à une autorité expéditrice de l'Etat contractant où il a sa résidence habituelle.

La demande est établie conformément à la formule modèle annexée à la présente Convention. Elle est accompagnée de tous les documents nécessaires, sous réserve du droit pour l'Etat requis de demander des informations ou des documents complémentaires dans les cas appropriés.

Chaque Etat contractant a la faculté de faire connaître que son Autorité centrale réceptrice peut être saisie par toute autre voie ou moyen.

Article 6

L'autorité expéditrice assiste le demandeur afin que soient joints tous les documents et informations qui, à la connaissance de cette autorité, sont nécessaires à l'appréciation de la demande. Elle vérifie leur régularité formelle.

Elle peut refuser de transmettre la demande au cas où celle-ci lui paraît manifestement mal fondée.

Le cas échéant, elle assiste le demandeur pour une traduction sans frais des documents.

Elle répond aux demandes de renseignements complémentaires qui émanent de l'Autorité centrale réceptrice de l'Etat requis.

Article 7

Les demandes d'assistance judiciaire, les documents à l'appui, ainsi que les communications en réponse aux demandes de renseignements complémentaires, doivent être rédigés dans la langue ou dans l'une des langues officielles de l'Etat requis ou accompagnés d'une traduction faite dans l'une de ces langues.

Article 4

Each Contracting State shall designate one or more transmitting authorities for the purpose of forwarding applications for legal aid to the appropriate Central Authority in the requested State.

Applications for legal aid shall be transmitted, without the intervention of any other authority, in the form of the model annexed to this Convention.

Nothing in this Article shall prevent an application from being submitted through diplomatic channels.

Article 5

Where the applicant for legal aid is not present in the requested State, he may submit his application to a transmitting authority in the Contracting State where he has his habitual residence, without prejudice to any other means open to him of submitting his application to the competent authority in the requested State.

The application shall be in the form of the model annexed to this Convention and shall be accompanied by any necessary documents, without prejudice to the right of the requested State to require further information or documents in appropriate cases.

Any Contracting State may declare that its receiving Central Authority will accept applications submitted by other channels or methods.

Article 6

The transmitting authority shall assist the applicant in ensuring that the application is accompanied by all the information and documents known by it to be necessary for consideration of the application. It shall ensure that formal requirements are met.

If it appears to the transmitting authority that the application is manifestly unfounded, it may refuse to transmit the application.

It shall assist the applicant in obtaining without charge a translation of the documents where such assistance is appropriate.

It shall reply to requests for further information from the receiving Central Authority in the requested State.

Article 7

The application, the supporting documents and any communications in response to requests for further information shall be in the official language or in one of the official languages of the requested State or be accompanied by a translation into one of those languages.

Toutefois, lorsque dans l'Etat requérant l'obtention d'une traduction dans la langue de l'Etat requis est difficilement réalisable, ce dernier doit accepter que ces pièces soient rédigées en langue française ou anglaise ou accompagnées d'une traduction dans l'une de ces langues.

Les communications émanant de l'Autorité centrale réceptrice peuvent être rédigées dans la langue ou dans l'une des langues officielles de cet Etat, en anglais ou en français. Toutefois, lorsque la demande transmise par l'autorité expéditrice est rédigée en français ou en anglais ou accompagnée d'une traduction dans l'une de ces langues, les communications émanant de l'Autorité centrale réceptrice sont également rédigées dans l'une de ces langues.

Les frais de traductions entraînés par l'application des alinéas précédents demeurent à la charge de l'Etat requérant. Toutefois, les traductions opérées, le cas échéant, par l'Etat requis demeurent à sa charge.

Article 8

L'Autorité centrale réceptrice statue sur la demande d'assistance judiciaire ou prend les mesures nécessaires pour qu'il soit statué sur celle-ci par l'autorité compétente de l'Etat requis.

Elle transmet les demandes de renseignements complémentaires à l'autorité expéditrice et l'informe de toute difficulté relative à l'examen de la demande, ainsi que de la décision prise.

Article 9

Lorsqu'il ne réside pas dans un Etat contractant, le demandeur à l'assistance judiciaire peut, sans préjudice de toute autre voie par laquelle il pourrait soumettre sa demande à l'autorité compétente de l'Etat requis, transmettre sa demande par la voie consulaire.

Chaque Etat contractant a la faculté de faire connaître que son Autorité centrale réceptrice peut être saisie par tous autres voie ou moyen.

Article 10

Les documents transmis en application du présent chapitre sont dispensés de toute légalisation et de toute formalité analogue.

Article 11

L'intervention des autorités compétentes pour transmettre, recevoir ou statuer sur les demandes d'assistance judiciaire en vertu du présent chapitre est gratuite.

However, where in the requesting State it is not feasible to obtain a translation into the language of the requested State, the latter shall accept the documents in either English or French, or the documents accompanied by a translation into one of those languages.

Communications emanating from the receiving Central Authority may be drawn up in the official language or one of the official languages of the requested State or in English or French. However, where the application forwarded by the transmitting authority is in either English or French, or is accompanied by a translation into one of those languages, communications emanating from the receiving Central Authority shall also be in one of those languages.

The costs of translation arising from the application of the preceding paragraphs shall be borne by the requesting State, except that any translations made in the requested State shall not give rise to any claim for reimbursement on the part of that State.

Article 8

The receiving Central Authority shall determine the application or shall take such steps as are necessary to obtain its determination by a competent authority in the requested State.

The receiving Central Authority shall transmit requests for further information to the transmitting authority and shall inform it of any difficulty relating to the examination of the application and of the decision taken.

Article 9

Where the applicant for legal aid does not reside in a Contracting State, he may submit his application through consular channels, without prejudice to any other means open to him of submitting his application to the competent authority in the requested State.

Any Contracting State may declare that its receiving Central Authority will accept applications submitted by other channels or methods.

Article 10

All documents forwarded under this Chapter shall be exempt from legalization or any analogous formality.

Article 11

No charges shall be made for the transmission, reception or determination of applications for legal aid under this Chapter.

Article 12

L'instruction des demandes d'assistance judiciaire est effectuée d'urgence.

Article 13

Lorsque l'assistance judiciaire a été accordée en application de l'article premier, les notifications et significations, quelle qu'en soit la forme, relatives au procès du bénéficiaire et qui seraient à faire dans un autre Etat contractant, ne peuvent donner lieu à aucun remboursement. Il en va de même des commissions rogatoires et enquêtes sociales, à l'exception des indemnités payées aux experts et aux interprètes.

Lorsqu'une personne a été admise, en application de l'article premier, au bénéfice de l'assistance judiciaire dans un Etat contractant à l'occasion d'une procédure ayant donné lieu à une décision, elle bénéficie, sans nouvel examen, de l'assistance judiciaire dans tout autre Etat contractant où elle sollicite la reconnaissance ou l'exécution de cette décision.

CHAPITRE II

CAUTION JUDICATUM SOLVI ET EXEQUATUR DES CONDAMNATIONS AUX FRAIS ET DÉPENS

Article 14

Aucune caution ni aucun dépôt, sous quelque dénomination que ce soit, ne peut être exigé en raison de leur seule qualité d'étranger ou de leur seul défaut de domicile ou de résidence dans l'Etat où l'action est intentée, des personnes, physiques ou morales, ayant leur résidence habituelle dans l'un des Etats contractants qui seront demandeurs ou intervenants devant les tribunaux d'un autre Etat contractant.

La même règle s'applique au versement qui serait exigé des demandeurs ou des intervenants pour garantir les frais judiciaires.

Article 15

Les condamnations aux frais et dépens du procès, prononcées dans l'un des Etats contractants contre toute personne dispensée de la caution, du dépôt ou du versement en vertu soit de l'article 14, soit de la loi de l'Etat où l'action est intentée, seront, à la demande du créancier, rendues gratuitement exécutoires dans tout autre Etat contractant.

Article 12

Applications for legal aid shall be handled expeditiously.

Article 13

Where legal aid has been granted in accordance with Article 1, service of documents in any other Contracting State in pursuance of the legally aided person's proceedings shall not give rise to any charges regardless of the manner in which service is effected. The same applies to Letters of Request and social enquiry reports, except for fees paid to experts and interpreters.

Where a person has received legal aid in accordance with Article 1 for proceedings in a Contracting State and a decision has been given in those proceedings, he shall, without any further examination of his circumstances, be entitled to legal aid in any other Contracting State in which he seeks to secure the recognition or enforcement of that decision.

CHAPTER II

SECURITY FOR COSTS AND ENFORCEABILITY OF ORDERS FOR COSTS

Article 14

No security, bond or deposit of any kind may be required, by reason only of their foreign nationality or of their not being domiciled or resident in the State in which proceedings are commenced, from persons (including legal persons) habitually resident in a Contracting State who are plaintiffs or parties intervening in proceedings before the courts or tribunals of another Contracting State.

The same rule shall apply to any payment required of plaintiffs or intervening parties as security for court fees.

Article 15

An order for payment of costs and expenses of proceedings, made in one of the Contracting States against any person exempt from requirements as to security, bond, deposit or payment by virtue of Article 14 or of the law of the State where the proceedings have been commenced shall, on the application of the person entitled to the benefit of the order, be rendered enforceable without charge in any other Contracting State.

Article 16

Chaque Etat contractant désigne une ou plusieurs autorités expéditrices chargées de transmettre les demandes d'exequatur visées par l'article 15 à l'Autorité centrale compétente dans l'Etat requis.

Chaque Etat contractant désigne une Autorité centrale chargée de recevoir les demandes et de prendre les mesures appropriées pour qu'une décision définitive soit prise à cet égard.

Les Etats fédéraux et les Etats dans lesquels plusieurs systèmes de droit sont en vigueur ont la faculté de désigner plusieurs Autorités centrales. En cas d'incompétence de l'Autorité centrale saisie, celle-ci transmet la demande à l'Autorité centrale compétente dans l'Etat requis.

Les demandes sont transmises sans intervention d'aucune autre autorité. Cependant, chaque Etat contractant a la faculté d'utiliser aux mêmes fins la voie diplomatique.

A moins que l'Etat requis n'ait déclaré s'y opposer, les dispositions qui précèdent ne font pas obstacle à ce que la demande d'exequatur soit présentée directement par le créancier.

Article 17

Les demandes d'exequatur doivent être accompagnées:

a. d'une expédition conforme de la partie de la décision faisant apparaître les noms et qualités des parties, ainsi que le dispositif se rapportant aux frais et dépens;

b. de tout document de nature à prouver que la décision ne peut plus faire l'objet d'un recours ordinaire dans l'Etat d'origine et qu'elle y est exécutoire;

c. d'une traduction certifiée conforme de ces documents dans la langue de l'Etat requis, lorsqu'ils ne sont pas rédigés dans cette langue.

L'autorité compétente de l'Etat requis statue sur les demandes d'exequatur sans entendre les parties. Elle se borne à vérifier que les pièces ont été produites. A la requête du demandeur, elle évalue le montant des frais d'attestation, de traduction et de certification, qui sont assimilés aux frais et dépens du procès. Aucune légalisation ou formalité analogue ne peut être imposée.

Les parties n'ont d'autres recours contre la décision rendue par l'autorité compétente que ceux qui leur sont ouverts par la législation de l'Etat requis.

Article 16

Each Contracting State shall designate one or more transmitting authorities for the purpose of forwarding to the appropriate Central Authority in the requested State applications for rendering enforceable orders to which Article 15 applies.

Each Contracting State shall designate a Central Authority to receive such applications and to take the appropriate steps to ensure that a final decision on them is reached.

Federal States and States which have more than one legal system may designate more than one Central Authority. If the Central Authority to which an application is submitted is not competent to deal with it, it shall forward the application to whichever other Central Authority in the requested State is competent to do so.

Applications under this Article shall be transmitted without the intervention of any other authority, without prejudice to an application being transmitted through diplomatic channels.

Nothing in this Article shall prevent applications from being made directly by the person entitled to the benefit of the order unless the requested State has declared that it will not accept applications made in this manner.

Article 17

Every application under Article 15 shall be accompanied by –

a. a true copy of the relevant part of the decision showing the names and capacities of the parties and of the order for payment of costs or expenses;

b. any document necessary to prove that the decision is no longer subject to the ordinary forms of review in the State of origin and that it is enforceable there;

c. a translation, certified as true, of the above-mentioned documents into the language of the requested State, if they are not in that language.

The application shall be determined without a hearing and the competent authority in the requested State shall be limited to examining whether the required documents have been produced. If so requested by the applicant, that authority shall determine the amount of the costs of attestation, translation and certification, which shall be treated as costs and expenses of the proceedings. No legalization or analogous formality may be required.

There shall be no right of appeal against the decision of the competent authority except in accordance with the law of the requested State.

CHAPITRE III

COPIES D'ACTES ET DE DÉCISIONS DE JUSTICE

Article 18

En matière civile ou commerciale, les ressortissants d'un Etat contractant, ainsi que les personnes ayant leur résidence habituelle dans un Etat contractant, peuvent, dans les mêmes conditions que les nationaux, se faire délivrer et, le cas échéant, faire légaliser des copies ou des extraits de registres publics ou de décisions de justice dans un autre Etat contractant.

CHAPITRE IV

CONTRAINTE PAR CORPS ET SAUF-CONDUIT

Article 19

La contrainte par corps, soit comme moyen d'exécution, soit comme mesure simplement conservatoire, ne pourra pas, en matière civile ou commerciale, être appliquée aux ressortissants d'un Etat contractant ou aux personnes ayant leur résidence habituelle dans un Etat contractant dans le cas où elle ne serait pas applicable aux ressortissants de cet Etat. Tout fait qui pourrait être invoqué par un ressortissant ayant sa résidence habituelle dans cet Etat pour obtenir la levée de la contrainte par corps doit produire le même effet au profit d'un ressortissant d'un Etat contractant ou d'une personne ayant sa résidence habituelle dans un Etat contractant, même si ce fait s'est produit à l'étranger.

Article 20

Lorsqu'un témoin ou un expert, ressortissant d'un Etat contractant ou ayant sa résidence habituelle dans un Etat contractant, est cité nommément par un tribunal ou par une partie avec l'autorisation d'un tribunal à comparaître devant les tribunaux d'un autre Etat contractant, il ne peut être poursuivi, détenu ou soumis à une restriction quelconque de sa liberté individuelle sur le territoire de cet Etat pour des condamnations ou des faits antérieurs à son entrée sur le territoire de l'Etat requérant.

L'immunité prévue à l'alinéa précédent commence sept jours avant la date fixée pour l'audition du témoin ou de l'expert et prend fin lorsque le témoin ou l'expert, ayant eu la possibilité de quitter le territoire pendant sept jours consécutifs après que les autorités judiciaires l'auront informé que sa présence n'était plus requise, sera néanmoins demeuré sur ce territoire ou y sera revenu volontairement après l'avoir quitté.

CHAPTER III

COPIES OF ENTRIES AND DECISIONS

Article 18

Nationals of any Contracting State and persons habitually resident in any Contracting State may obtain in any other Contracting State, on the same terms and conditions as its nationals, copies of or extracts from entries in public registers and decisions relating to civil or commercial matters and may have such documents legalized, where necessary.

CHAPTER IV

PHYSICAL DETENTION AND SAFE-CONDUCT

Article 19

Arrest and detention, whether as a means of enforcement or simply as a precautionary measure, shall not, in civil or commercial matters, be employed against nationals of a Contracting State or persons habitually resident in a Contracting State in circumstances where they cannot be employed against nationals of the arresting and detaining State. Any fact which may be invoked by a national habitually resident in such State to obtain release from arrest or detention may be invoked with the same effect by a national of a Contracting State or a person habitually resident in a Contracting State even if the fact occurred abroad.

Article 20

A person who is a national of or habitually resident in a Contracting State and who is summoned by name by a court or tribunal in another Contracting State, or by a party with the leave of the court or tribunal, in order to appear as a witness or expert in proceedings in that State shall not be liable to prosecution or detention, or subjected to any other restriction on his personal liberty, in the territory of that State in respect of any act or conviction occurring before his arrival in that State.

The immunity provided for in the preceding paragraph shall commence seven days before the date fixed for the hearing of the witness or expert and shall cease when the witness or expert having had, for a period of seven consecutive days from the date when he was informed by the judicial authorities that his presence is no longer required, an opportunity of leaving has nevertheless remained in the territory, or having left it, has returned voluntarily.

CHAPITRE V

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 21

Sous réserve des dispositions de l'article 22, aucune disposition de la présente Convention ne sera interprétée comme limitant les droits relatifs aux matières réglées par celle-ci qui pourraient être reconnus à une personne conformément aux lois d'un Etat contractant ou conformément à toute autre convention à laquelle cet Etat est ou sera partie.

Article 22

La présente Convention remplace, dans les rapports entre les Etats qui l'auront ratifiée, les articles 17 à 24 de la Convention relative à la procédure civile, signée à La Haye le 17 juillet 1905, ou les articles 17 à 26 de la Convention relative à la procédure civile, signée à La Haye le premier mars 1954, pour les Etats qui sont Parties à l'une ou l'autre de ces Conventions, même si la réserve du deuxième alinéa de l'article 28, lettre c est faite.

Article 23

Les accords additionnels aux Conventions de 1905 et de 1954, conclus par les Etats contractants, sont considérés comme également applicables à la présente Convention, dans la mesure où ils sont compatibles avec celle-ci, à moins que les Etats intéressés n'en conviennent autrement.

Article 24

Tout Etat contractant peut, au moyen d'une déclaration, faire connaître la ou les langues autres que celles prévues aux articles 7 et 17 dans lesquelles les documents qui seront adressés à son Autorité centrale peuvent être rédigés ou traduits.

Article 25

Tout Etat contractant qui a plusieurs langues officielles et qui ne peut, pour des raisons de droit interne, accepter pour l'ensemble de son territoire les documents visés aux articles 7 et 17 d'assistance judiciaire dans l'une de ces langues, doit faire connaître au moyen d'une déclaration la langue dans laquelle ceux-ci doivent être rédigés ou traduits en vue de leur présentation dans les parties de son territoire qu'il a déterminées.

CHAPTER V

GENERAL PROVISIONS

Article 21

Without prejudice to the provisions of Article 22, nothing in this Convention shall be construed as limiting any rights in respect of matters governed by this Convention which may be conferred upon a person under the law of any Contracting State or under any other convention to which it is, or becomes, a party.

Article 22

Between Parties to this Convention who are also Parties to one or both of the Conventions on civil procedure signed at The Hague on the 17th of July 1905 and the 1st of March 1954, this Convention shall replace Articles 17 to 24 of the Convention of 1905 or Articles 17 to 26 of the Convention of 1954 even if the reservation provided for under paragraph 2c of Article 28 of this Convention has been made.

Article 23

Supplementary agreements between Parties to the Conventions of 1905 and 1954 shall be considered as equally applicable to the present Convention, to the extent that they are compatible therewith, unless the Parties otherwise agree.

Article 24

A Contracting State may by declaration specify a language or languages other than those referred to in Articles 7 and 17 in which documents sent to its Central Authority may be drawn up or translated.

Article 25

A Contracting State which has more than one official language and cannot, for reasons of internal law, accept for the whole of its territory documents referred to in Articles 7 and 17 drawn up in one of those languages shall by declaration specify the language in which such documents or translations thereof shall be drawn up for submission in the specified parts of its territory.

Article 26

Un Etat contractant qui comprend deux ou plusieurs unités territoriales dans lesquelles des systèmes de droit différents s'appliquent aux matières régies par cette Convention pourra, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, déclarer que la présente Convention s'appliquera à toutes ses unités territoriales ou seulement à l'une ou à plusieurs d'entre elles, et pourra à tout moment modifier cette déclaration en faisant une nouvelle déclaration.

Ces déclarations seront notifiées au Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas et indiqueront expressément les unités territoriales auxquelles la Convention s'applique.

Article 27

Lorsqu'un Etat contractant a un système de gouvernement en vertu duquel les pouvoirs exécutif, judiciaire et législatif sont partagés entre des Autorités centrales et d'autres autorités de cet Etat, la signature, la ratification, l'acceptation ou l'approbation de la Convention, ou l'adhésion à celle-ci, ou une déclaration faite en vertu de l'article 26, n'emportera aucune conséquence quant au partage interne des pouvoirs dans cet Etat.

Article 28

Tout Etat contractant pourra, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion se réserver le droit d'exclure l'application de l'article premier aux personnes qui ne sont pas ressortissantes d'un Etat contractant, mais qui ont leur résidence habituelle dans un Etat contractant autre que celui qui a fait la réserve ou qui ont eu leur résidence habituelle dans l'Etat qui a fait la réserve, s'il n'existe aucune réciprocité entre l'Etat qui a fait la réserve et l'Etat dont le demandeur à l'assistance judiciaire est le ressortissant.

Tout Etat contractant pourra, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, se réserver le droit d'exclure:

a. l'usage de l'anglais, du français, ou de ces deux langues, tel que prévu à l'alinéa 2 de l'article 7;

b. l'application des dispositions de l'alinéa 2 de l'article 13;

c. l'application des dispositions du chapitre II;

d. l'application de l'article 20.

Lorsqu'un Etat:

e. aura exclu l'usage des langues anglaise et française en faisant la réserve prévue à la lettre a de l'alinéa précédent, tout autre Etat affecté par celle-ci pourra appliquer la même règle à l'égard de l'Etat qui aura fait la réserve;

Article 26

If a Contracting State has two or more territorial units in which different systems of law are applicable in relation to matters dealt with in this Convention, it may at the time of signature, ratification, acceptance, approval or accession declare that this Convention shall extend to all its territorial units or only to one or more of them and may modify that declaration by submitting another declaration at any time.

Any such declaration shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands and shall state expressly the territorial units to which the Convention applies.

Article 27

Where a Contracting State has a system of government under which executive, judicial and legislative powers are distributed between central and other authorities within that State, its signature or ratification, acceptance or approval of, or accession to this Convention, or its making of any declaration under Article 26 shall carry no implication as to the internal distribution of powers within that State.

Article 28

Any Contracting State may, at the time of signature, ratification, acceptance, approval or accession, reserve the right to exclude the application of Article 1 in the case of persons who are not nationals of a Contracting State but who have their habitual residence in a Contracting State other than the reserving State or formerly had their habitual residence in the reserving State, if there is no reciprocity of treatment between the reserving State and the State of which the applicants for legal aid are nationals.

Any Contracting State may, at the time of signature, ratification, acceptance, approval or accession, reserve the right to exclude –

a. the use of English or French, or both, under paragraph 2 of Article 7;
b. the application of paragraph 2 of Article 13;
c. the application of Chapter II;
d. the application of Article 20.

Where a State has made a reservation –

e. under paragraph 2a of this Article, excluding the use of both English and French, any other State affected thereby may apply the same rule against the reserving State;

f. aura fait la réserve prévue à la lettre b de l'alinéa précédent, tout autre Etat pourra refuser d'appliquer l'alinéa 2 de l'article 13 aux ressortissants de l'Etat qui aura fait la réserve, ainsi qu'aux personnes ayant leur résidence habituelle dans cet Etat;

g. aura fait la réserve prévue à la lettre c de l'alinéa précédent, tout autre Etat pourra refuser d'appliquer les dispositions du chapitre II aux ressortissants de l'Etat qui aura fait la réserve, ainsi qu'aux personnes ayant leur résidence habituelle dans cet Etat.

Aucune autre réserve ne sera admise.

Tout Etat contractant pourra, à tout moment, retirer une réserve qu'il aura faite. Ce retrait sera notifié au Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas. L'effet de la réserve cessera le premier jour du troisième mois du calendrier après cette notification.

Article 29

Tout Etat contractant indiquera au Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas, soit au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, soit ultérieurement, les autorités prévues aux articles 3, 4 et 16.

Il notifiera, le cas échéant, dans les mêmes conditions:

a. les déclarations visées aux articles 5, 9, 16, 24, 25, 26 et 33;

b. tout retrait et toute modification des désignations et déclarations mentionnées ci-dessus;

c. le retrait de toute réserve.

Article 30

Les formules modèles annexées à la présente Convention pourront être amendées par décision d'une Commission spéciale à laquelle seront invités tous les Etats contractants et tous les Etats Membres de la Conférence de La Haye et qui sera convoquée par le Secrétaire général de la Conférence de La Haye. La proposition d'amender les formules devra être portée à l'ordre du jour qui sera joint à la convocation.

Les amendements seront adoptés par la Commission spéciale à la majorité des Etats contractants présents et prenant part au vote. Ils entreront en vigueur pour tous les Etats contractants le premier jour du septième mois après la date à laquelle le Secrétaire général les aura communiqués à tous les Etats contractants.

Au cours du délai prévu à l'alinéa précédent, tout Etat contractant pourra notifier par écrit au Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas qu'il entend faire une réserve à cet amendement. L'Etat qui aura fait une telle réserve sera traité, en ce qui concerne cet amendement, comme s'il n'était pas Partie à la présente Convention jusqu'à ce que la réserve ait été retirée.

f. under paragraph 2b of this Article, any other State may refuse to apply paragraph 2 of Article 13 to persons who are nationals of or habitually resident in the reserving State;

g. under paragraph 2c of this Article, any other State may refuse to apply Chapter II to persons who are nationals of or habitually resident in the reserving State.

No other reservation shall be permitted.

Any Contracting State may at any time withdraw a reservation it has made. The withdrawal shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands. The reservation shall cease to have effect on the first day of the third calendar month after the notification.

Article 29

Every Contracting State shall, at the time of the deposit of its instrument of ratification, acceptance, approval or accession, or at a later date, inform the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands of the designation of authorities pursuant to Articles 3, 4 and 16. It shall likewise inform the Ministry, where appropriate, of the following –

a. declarations pursuant to Articles 5, 9, 16, 24, 25, 26 and 33;

b. any withdrawal or modification of the above designations and declarations;

c. the withdrawal of any reservation.

Article 30

The model forms annexed to this Convention may be amended by a decision of a Special Commission convoked by the Secretary General of the Hague Conference to which all Contracting States and all Member States shall be invited. Notice of the proposal to amend the forms shall be included in the agenda for the meeting.

Amendments adopted by a majority of the Contracting States present and voting at the Special Commission shall come into force for all Contracting States on the first day of the seventh calendar month after the date of their communication by the Secretary General to all Contracting States.

During the period provided for by paragraph 2 any Contracting State may by notification in writing to the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands make a reservation with respect to the amendment. A Party making such reservation shall until the reservation is withdrawn be treated as a State not a Party to the present Convention with respect to that amendment.

CHAPITRE VI

CLAUSES FINALES

Article 31

La Convention est ouverte à la signature des Etats qui étaient Membres de la Conférence de La Haye de droit international privé lors de sa Quatorzième session, ainsi que des Etats non-Membres invités à son élaboration.

Elle sera ratifiée, acceptée ou approuvée et les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas.

Article 32

Tout autre Etat pourra adhérer à la Convention.

L'instrument d'adhésion sera déposé auprès du Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas.

L'adhésion n'aura d'effet que dans les rapports entre l'Etat adhérant et les Etats contractants qui n'auront pas élevé d'objection à son encontre dans les douze mois après la réception de la notification prévue au chiffre 2 de l'article 36. Une telle objection pourra également être élevée par tout Etat Membre au moment d'une ratification, acceptation ou approbation de la Convention, ultérieure à l'adhésion. Ces objections seront notifiées au Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas.

Article 33

Tout Etat, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, pourra déclarer que la Convention s'étendra à l'ensemble des territoires qu'il représente sur le plan international ou à l'un ou plusieurs d'entre eux. Cette déclaration aura effet au moment où elle entre en vigueur pour cet Etat.

Cette déclaration, ainsi que toute extension ultérieure, seront notifiées au Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas.

Article 34

La Convention entrera en vigueur le premier jour du troisième mois du calendrier après le dépôt du troisième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion prévu par les articles 31 et 32.

Ensuite, la Convention entrera en vigueur:

CHAPTER VI

FINAL CLAUSES

Article 31

The Convention shall be open for signature by the State which were Members of the Hague Conference on Private International Law at the time of its Fourteenth Session and by non-Member States which were invited to participate in its preparation.

It shall be ratified, accepted or approved and the instruments of ratification, acceptance or approval shall be deposited with the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands.

Article 32

Any other State may accede to the Convention.

The instrument of accession shall be deposited with the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands.

Such accession shall have effect only as regards the relations between the acceding State and those Contracting States which have not raised an objection to its accession in the twelve months after the receipt of the notification referred to in sub-paragraph 2 of Article 36. Such an objection may also be raised by Member States at the time when they ratify, accept or approve the Convention after an accession. Any such objection shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands.

Article 33

Any State may, at the time of signature, ratification, acceptance, approval or accession, declare that the Convention shall extend to all the territories for the international relations of which it is responsible, or to one or more of them. Such a declaration shall take effect at the time the Convention enters into force for that State.

Such declaration, as well as any subsequent extension, shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands.

Article 34

The Convention shall enter into force on the first day of the third calendar month after the deposit of the third instrument of ratification, acceptance, approval or accession referred to in Articles 31 and 32.

Thereafter the Convention shall enter into force –

1. pour chaque Etat ratifiant, acceptant, approuvant ou adhérant postérieurement le premier jour du troisième mois du calendrier après le dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion;

2. pour les territoires ou les unités territoriales auxquels la Convention a été étendue conformément à l'article 26 ou 33, le premier jour du troisième mois du calendrier après la notification visée dans ces articles.

Article 35

La Convention aura une durée de cinq ans à partir de la date de son entrée en vigueur conformément à l'article 34, alinéa premier, même pour les Etats qui l'auront postérieurement ratifiée, acceptée ou approuvée ou qui y auront adhéré.

La Convention sera renouvelée tacitement de cinq ans en cinq ans, sauf dénonciation.

La dénonciation sera, au moins six mois avant l'expiration du délai de cinq ans, notifiée au Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas. Elle pourra se limiter à certains territoires ou unités territoriales auxquels s'applique la Convention.

La dénonciation n'aura d'effet qu'à l'égard de l'Etat qui l'aura notifiée. La Convention restera en vigueur pour les autres Etats contractants.

Article 36

Le Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas notifiera aux Etats Membres de la Conférence, ainsi qu'aux Etats qui auront adhéré conformément aux dispositions de l'article 32:

1. les signatures, ratifications, acceptations et approbations visées à l'article 31;

2. les adhésions et les objections aux adhésions visées à l'article 32;

3. la date à laquelle la Convention entrera en vigueur conformément aux dispositions de l'article 34;

4. les déclarations mentionnées aux articles 26 et 33;

5. les réserves et le retrait des réserves prévus aux articles 28 et 30;

6. les communications notifiées en application de l'article 29;

7. les dénonciations visées à l'article 35.

1. for each State ratifying, accepting, approving or acceding to it subsequently, on the first day of the third calendar month after the deposit of its instrument of ratification, acceptance, approval or accession;

2. for any territory or territorial unit to which the Convention has been extended in conformity with Article 26 or 33, on the first day of the third calendar month after the notification referred to in that Article.

Article 35

The Convention shall remain in force for five years from the date of its entry into force in accordance with the first paragraph of Article 34 even for States which subsequently have ratified, accepted, approved it or acceded to it.

If there has been no denunciation, it shall be renewed tacitly every five years.

Any denunciation shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands, at least six months before the expiry of the five year period. It may be limited to certain of the territories or territorial units to which the Convention applies.

The denunciation shall have effect only as regards the State which has notified it. The Convention shall remain in force for the other Contracting States.

Article 36

The Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands shall notify the States Members of the Conference, and the States which have acceded in accordance with Article 32, of the following –

1. the signatures and ratifications, acceptances and approvals referred to in Article 31;

2. the accessions and objections raised to accessions referred to in Article 32;

3. the date on which the Convention enters into force in accordance with Article 34;

4. the declarations referred to in Articles 26 and 33;

5. the reservations and withdrawals referred to in Articles 28 and 30;

6. the information communicated under Article 29;

7. the denunciations referred to in Article 35.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés, ont signé la présente Convention.

FAIT à La Haye, le 25 octobre 1980, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Gouvernement du Royaume des Pays-Bas et dont une copie certifiée conforme sera remise, par la voie diplomatique, à chacun des Etats Membres de la Conférence de La Haye de droit international privé lors de sa Quatorzième session, ainsi qu'à tout autre Etat ayant participé à l'élaboration de la présente Convention lors de cette Session.

Het Verdrag is ondertekend voor de volgende Staten:

de Bondsrepubliek Duitsland	25 oktober 1980
Frankrijk[1])	25 oktober 1980
Griekenland	25 oktober 1980
Luxemburg	13 april 1981
Marokko[2])	16 september 1981
Zwitserland	21 mei 1985
Finland	12 september 1985
Spanje	12 januari 1987
Zweden	15 januari 1987
Italië	26 mei 1988
Joegoslavië	12 juli 1988
het *Koninkrijk der Nederlanden*	15 september 1989

---

[1]) Onder het volgende voorbehoud:
«Conformément aux dispositions de l'article 28 alinéa 1er, la France se réserve le droit s'il n'existe aucune réciprocité entre elle et l'Etat dont le demandeur à l'assistance judiciaire est le ressortissant d'exclure l'application de l'article premier aux personnes qui ne sont pas ressortissantes d'un Etat contractant mais qui ont leur résidence habituelle dans un Etat contractant ainsi qu'aux personnes qui ont eu leur résidence habituelle en France.».

[2]) Onder de volgende verklaring:
«Le Royaume du Maroc déclare désigner la langue arabe comme la langue dans laquelle doivent être rédigées les demandes d'assistances judiciaires ainsi que les demandes d'exéquateur relatives aux frais et dépens qui lui seront adressées.»
en de volgende voorbehouden:
«Le Royaume du Maroc se réserve le droit d'exclure l'application de l'article premier de la Convention aux personnes qui ne sont pas ressortissantes d'un Etat contractant, mais qui ont leur résidence habituelle dans un Etat contractant autre que celui qui aurait émis une réserve, ou qui ont eu leur résidence habituelle dans l'Etat qui a fait la réserve s'il n'existe aucune réciprocité entre l'Etat qui a fait la réserve et l'Etat dont le demandeur à l'assistance judiciaire est le ressortissant.»

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, being duly authorised thereto, have signed this Convention.

DONE at The Hague, on the 25th day of October 1980, in the English and French languages, both texts being equally authentic, in a single copy which shall be deposited in the archives of the Government of the Kingdom of the Netherlands and of which a certified copy shall be sent, through diplomatic channels, to each of the States Members of the Hague Conference on Private International Law at the date of its Fourteenth Session and to each other State having participated in the preparation of this Convention at this Session.

«Le Royaume du Maroc se réserve le droit d'exclure l'application des dispositions de l'alinéa 2 de l'article 13 de la Convention. Le bénéficiaire de l'assistance judiciaire dans un Etat contractant ne peut, à l'occasion d'une procédure ayant donné lieu à une décision, en bénéficier ipso facto au Maroc s'il sollicite la reconnaissance ou l'exécution de cette décision; une nouvelle demande s'impose ainsi que l'application de la procédure normale.»

«Le Royaume du Maroc se réserve le droit d'exclure l'application des dispositions de l'article 20 de la Convention sans préjudice aux dispositions des Conventions bilatérales conclues par le Maroc et disposant le contraire.»
vertaling.

ANNEXE A LA CONVENTION

FORMULE DE TRANSMISSION DE DEMANDE
D'ASSISTANCE JUDICIAIRE

Convention tendant à faciliter l'accès international à la justice, signée à La Haye, le 25 octobre 1980

Identité et adresse de l'autorité expéditrice	Adresse de l'Autorité centrale réceptrice

L'autorité expéditrice soussignée a l'honneur de faire parvenir ci-joint à l'Autorité centrale réceptrice la demande d'assistance judiciaire ainsi que son annexe (déclaration concernant la situation économique du demandeur), aux effets du chapitre I de la Convention précitée.

Observations éventuelles se rapportant à la demande et à la déclaration:

Autres observations:

Fait à ....., le .....

Signature et/ou cachet

ANNEX TO THE CONVENTION

FORM FOR TRANSMISSION OF APPLICATION
FOR LEGAL AID

Convention on International Access to Justice, signed at The Hague, the 25th of October 1980

Identity and address of the transmitting authority	Address of the receiving Central Authority

The undersigned transmitting authority has the honour to transmit to the receiving Central Authority the attached application for legal aid and its annex (statement concerning the applicant's financial circumstances), for the purpose of Chapter I of the above-mentioned Convention.

Remarks concerning the application and the statement, if any:

Other remarks, if any:

Done at ....., the .....

Signature and/or stamp

FORMULE DE DEMANDE D'ASSISTANCE JUDICIAIRE

Convention tendant à faciliter l'accès international à la justice, signée à La Haye, le 25 octobre 1980

1 Nom et adresse du demandeur d'assistance judiciaire

2 Juridiction où le litige a été ou doit être introduit (si connue)

3 *a* Objet(s) du litige; montant du litige, le cas échéant

b Le cas échéant, énumération des pièces à l'appui relatives au litige introduit ou envisagé*

c Nom et adresse de la partie adverse*

4 Tous délais ou dates relatifs au litige entraînant des conséquences juridiques pour le demandeur, justifiant une urgence particulière dans le traitement de la demande*

5 Toute autre information utile*

6 Fait à ....., le .....

7 Signature du demandeur

* Rayer les mentions inutiles

APPLICATION FOR LEGAL AID

Convention on International Access to Justice, signed at The Hague, the 25th of October 1980

1 Name and address of the applicant for legal aid

2 Court or tribunal in which the proceedings have been or will be initiated (if known)

3 *a* *Subject-matter(s) of proceedings; amount of the claim, if applicable*

b If applicable, list of supporting documents pertinent to commenced or intended proceedings*

c Name and address of the opposing party*

4 Any date or time-limit relating to proceedings with legal consequences for the applicant, calling for speedy handling of the application*

5 Any other relevant information*

6 Done at ....., the .....

7 Applicant's signature

* Delete if inappropriate

Annexe à la demande
d'assistance judiciaire

Déclaration concernant la situation économique du demandeur

I *Situation personnelle*

8 nom (nom de jeune fille, s'il y a lieu)

9 prénom(s)

10 date et lieu de naissance

11 nationalité

12 *a* résidence habituelle (date du début de la résidence)

b résidence habituelle antérieure (date du début et de la fin de la résidence)

13 état civil (célibataire, marié(e), veuf(veuve), divorcé(e), séparé(e))

14 nom et prénom(s) du conjoint

15 noms, prénoms et date de naissance des enfants à charge de l'intéressé(e)

16 autres personnes à charge de l'intéressé(e)

17 renseignements complémentaires sur la situation familiale

Annex to the application
for legal aid

Statement concerning the applicant's financial circumstances

1 *Personal situation*

8 name (maiden name, if applicable)

9 first name(s)

10 date and place of birth

11 nationality

12 *a* habitual residence (date of commencement of the residence)

b former habitual residence (date of commencement and termination of the residence)

13 civil status (single, married, widow(er), divorced, separated)

14 name and first name(s) of the spouse

15 names, first names and dates of birth of children dependent on the applicant

16 other persons dependent on the applicant

17 supplementary information concerning the family situation

II *Situation financière*

18 activité professionnelle

19 nom et adresse de l'employeur ou lieu d'exercice de l'activité professionnelle

20 revenus	de l'intéressé(e)	du conjoint	des personnes à charge de l'intéressé(e)
a traitements, salaires (y inclus avantages en nature)	.....	.....	.....
b pensions de retraite, pensions d'invalidité, pensions alimentaires, rentes, rentes viagères	.....	.....	.....
c allocations de chômage	.....	.....	.....
d revenus des professions non salariées	.....	.....	.....
e revenus des valeurs et capitaux mobiliers	.....	.....	.....
f revenus fonciers et immobiliers	.....	.....	.....
g autres sources de revenus	.....	.....	.....

II *Financial circumstances*

18 occupation

19 name and address of employer or place of exercise of occupation

20 income	of the applicant	of the spouse	of the persons dependent on the applicant
a salary (including payments in kind)	.....	.....	.....
b pensions, disability pensions, alimonies, allowances, annuities	.....	.....	.....
c unemployment benefits	.....	.....	.....
d income from non-salaried occupations	.....	.....	.....
e income from securities and floating capital	.....	.....	.....
f income from real property	.....	.....	.....
g other sources of income	.....	.....	.....

21 biens immobiliers	de l'intéressé(e)	du conjoint	des personnes à charge de l'intéressé(e)
(mentionner valeur(s) et charge(s))	.....	.....	.....

22 autres biens	de l'intéressé(e)	du conjoint	des personnes à charge de l'intéressé(e)
(titres, participations, créances, comptes bancaires, fonds de commerce, etc.)	.....	.....	.....

23 dettes et autres charges financières	de l'intéressé(e)	du conjoint	des personnes à charge de l'intéressé(e)
a prêts (mentionner nature, montant restant à payer et remboursements annuels/mensuels)	.....	.....	.....
b obligations alimentaires (mentionner montants mensuels)	.....	.....	.....
c loyers (y inclus coûts de chauffage, électricité, gaz et eau)	.....	.....	.....
d autres charges périodiques	.....	.....	.....

21 real property	of the applicant	of the spouse	of the persons dependent on the applicant
(please state value(s) and obligations)	.....	.....	.....

22 other assets	of the applicant	of the spouse	of the persons dependent on the applicant
(securities, sharings in profits, claims, bank accounts, business capital, etc.)	.....	.....	.....

23 debts and other financial obligations	of the applicant	of the spouse	of the persons dependent on the applicant
a loans (state nature, balance to be paid and annual/monthly repayments)	.....	.....	.....
b maintenance obligations (state monthly payments)	.....	.....	.....
c house rent (including costs of heating, electricity, gas and water)	.....	.....	.....
d other recurring obligations	.....	.....	.....

24 impôts sur revenus et contributions à la sécurité sociale *de l'année précédente*

25 observations de l'intéressé(e)

26 le cas échéant, énumération des documents à l'appui

27 Je soussigné(e), informé(e) des conséquences pénales d'une fausse déclaration, certifie sur l'honneur que la présente déclaration est complète et exacte.

28 Fait à ..... (lieu)

29 le ..... (date)

30 ..... (signature de l'intéressé(e))

24 income tax and social security contributions *for the previous year*

25 remarks of the applicant

26 if applicable, list of supporting documents

27 The undersigned, being fully aware of the penalties provided by law for the making of a false statement, declares that the above statement is complete and correct.

28 Done at ..... (place)

29 the .... (date)

30 ..... (applicant's signature)

C. VERTALING

Verdrag inzake de toegang tot de rechter in internationale gevallen

De Staten die dit Verdrag hebben ondertekend,

Verlangend de toegang tot de rechter in internationale gevallen te vergemakkelijken,

Hebben besloten daartoe een Verdrag te sluiten en zijn overeengekomen als volgt:

HOOFDSTUK I

RECHTSBIJSTAND

Artikel 1

Onderdanen van een Verdragsluitende Staat, alsmede personen die hun gewone verblijfplaats hebben in een Verdragsluitende Staat, hebben in iedere Verdragsluitende Staat recht op rechtsbijstand in burgerlijke en in handelszaken op dezelfde voorwaarden als onderdanen van deze Staat of die daar hun gewone verblijfplaats hebben.

Personen op wie het eerste lid niet van toepassing is, maar die hun gewone verblijfplaats hebben gehad in een Verdragsluitende Staat waar een geding is of wordt aanhangig gemaakt, hebben niettemin recht op rechtsbijstand in de zin van het eerste lid, indien de oorzaak van de vordering voortvloeit uit deze vroegere gewone verblijfplaats.

In Staten waar rechtsbijstand wordt verleend in administratieve, sociale of belastingzaken, is het bepaalde in dit artikel ook van toepassing op zaken gebracht voor de rechter die ter zake bevoegd is.

Artikel 2

Artikel 1 is van toepassing op het inwinnen van juridisch advies, mits de verzoeker zich bevindt in de Staat waar het advies wordt verzocht.

Artikel 3

Iedere Verdragsluitende Staat wijst een centrale autoriteit aan, belast met de ontvangst en de behandeling van de ingevolge dit Verdrag ingediende verzoeken om rechtsbijstand.

Federale Staten en Staten met meer dan een rechtsstelsel kunnen meer dan een centrale autoriteit aanwijzen. Indien de centrale autoriteit waarbij een verzoek is ingediend, niet bevoegd is het te behandelen, dient zij het verzoek door te zenden naar de bevoegde centrale autoriteit in dezelfde Verdragsluitende Staat.

Artikel 4

Iedere Verdragsluitende Staat wijst een of meer autoriteiten aan, belast met de verzending van verzoeken om rechtsbijstand naar de bevoegde centrale autoriteit in de aangezochte Staat.

Verzoeken om rechtsbijstand worden zonder de tussenkomst van enige andere autoriteit overeenkomstig het bij dit Verdrag gevoegde modelformulier verzonden.

Het bepaalde in dit artikel laat de mogelijkheid om het verzoek langs diplomatieke weg te verzenden onverlet.

Artikel 5

Wanneer de verzoeker om rechtsbijstand zich niet in de aangezochte Staat bevindt, kan hij zijn verzoek indienen bij de verzendende autoriteit in de Verdragsluitende Staat waar hij zijn gewone verblijfplaats heeft, onverminderd de mogelijkheid zijn verzoek langs andere weg bij de bevoegde autoriteit van de aangezochte Staat in te dienen.

Het verzoek dient te zijn ingericht overeenkomstig het bij dit Verdrag gevoegde modelformulier. Het dient vergezeld te gaan van alle nodige bescheiden. Dit laat het recht van de aangezochte Staat, in voorkomende gevallen verdere inlichtingen of bescheiden te verlangen, onverlet.

Iedere Verdragsluitende Staat kan verklaren dat zijn ontvangende centrale autoriteit verzoeken in behandeling neemt die langs andere weg of op andere wijze worden ingediend.

Artikel 6

De verzendende autoriteit staat de verzoeker bij en ziet er op toe dat het verzoek vergezeld gaat van alle inlichtingen en bescheiden die naar het inzicht van deze autoriteit nodig zijn voor de afdoening van het verzoek. Zij ziet erop toe dat aan de formele vereisten is voldaan.

Zij kan weigeren het verzoek te verzenden indien het haar kennelijk ongegrond voorkomt.

De verzendende autoriteit verleent de verzoeker in voorkomende gevallen hulp bij het verkrijgen van een kosteloze vertaling van de bescheiden.

Zij beantwoordt verzoeken om nadere inlichtingen van de ontvangende centrale autoriteit in de aangezochte Staat.

Artikel 7

Het verzoek, de bijbehorende stukken en alle mededelingen in antwoord op verzoeken om nadere inlichtingen dienen in de officiële taal of in een van de officiële talen van de aangezochte Staat te zijn gesteld of vergezeld te gaan van een vertaling in een van deze talen.

Wanneer echter in de verzoekende Staat een vertaling in de taal van de aangezochte Staat moeilijk kan worden verkregen, dient de laatst genoemde Staat de bescheiden hetzij in het Frans of Engels, hetzij vergezeld van een vertaling in een van deze talen te aanvaarden.

Mededelingen, afkomstig van de ontvangende centrale autoriteit, kunnen zijn gesteld hetzij in de officiële taal of een van de officiële talen van de aangezochte Staat, hetzij in het Frans of Engels. Wanneer evenwel het door de verzendende autoriteit verzonden verzoek in het Engels of het Frans is gesteld of vergezeld gaat van een vertaling in een van deze talen, dienen mededelingen afkomstig van de ontvangende centrale autoriteit eveneens in een van deze talen te zijn gesteld.

De vertaalkosten die voortvloeien uit de toepassing van de voorgaande leden zijn voor rekening van de verzoekende Staat, met dien verstande dat vertalingen die in de aangezochte Staat zijn gemaakt ten laste blijven van deze Staat.

Artikel 8

De ontvangende centrale autoriteit beslist op het verzoek of stelt het nodige in het werk om daarop een beslissing door de bevoegde instantie in de aangezochte Staat te verkrijgen.

De ontvangende centrale autoriteit zendt verzoeken om nadere inlichtingen naar de verzendende autoriteit en stelt deze in kennis van alle moeilijkheden met betrekking tot de beoordeling van het verzoek, alsmede van de genomen beslissing.

Artikel 9

Wanneer de verzoeker om rechtsbijstand niet in een Verdragsluitende Staat verblijft, kan hij zijn verzoek langs consulaire weg indienen. Dit laat evenwel de mogelijkheid het verzoek langs andere weg bij de bevoegde instantie in de aangezochte Staat in te dienen, onverlet.

Iedere Verdragsluitende Staat kan verklaren dat de ontvangende autoriteit verzoeken in behandeling neemt die langs andere weg of op andere wijze worden ingediend.

Artikel 10

Alle stukken die ingevolge dit hoofdstuk worden verzonden, zijn vrijgesteld van legalisatie of enige daarmede gelijk te stellen formaliteit.

Artikel 11

De verzending, ontvangst of behandeling van verzoeken om rechtsbijstand ingevolge dit hoofdstuk, geschiedt kosteloos.

Artikel 12

Verzoeken om rechtsbijstand dienen met spoed te worden behandeld.

Artikel 13

In de gevallen waarin met toepassing van artikel 1 rechtsbijstand is verleend, worden voor de betekening van processtukken in een andere Verdragsluitende Staat, welke verband houden met het geding van degene aan wie rechtsbijstand is verleend, geen kosten in rekening gebracht, ongeacht de wijze waarop de betekening heeft plaatsgevonden. Dit geldt eveneens voor rogatoire commissies en rapporten van maatschappelijk werkers, met uitzondering van vergoeding voor deskundigen en tolken.

Wanneer aan een persoon in verband met een geding in een Verdragsluitende Staat rechtsbijstand is verleend met toepassing van artikel 1 en de rechter uitspraak heeft gedaan, heeft de betrokkene, zonder nader onderzoek, recht op rechtsbijstand in elke andere Verdragsluitende Staat waar hij verzoekt om erkenning of tenuitvoerlegging van deze uitspraak.

HOOFDSTUK II

DE CAUTIO IUDICATUM SOLVI EN DE UITVOERBAARVERKLARING VAN VEROORDELINGEN IN DE KOSTEN VAN HET GEDING

Artikel 14

Aan personen, met inbegrip van rechtspersonen, die hun gewone verblijfplaats hebben in een Verdragsluitende Staat kan geen zekerheidstelling of dépot, onder welke benaming ook, op grond van hetzij hun hoedanigheid van vreemdeling, hetzij gemis van woon- of verblijfplaats in de Staat waar het geding wordt aanhangig gemaakt, worden opgelegd, wanneer zij als eiser of tussenkomende partij optreden voor de rechter van een andere Verdragsluitende Staat. Dezelfde regel is van toepassing op de storting welke tot dekking van de gerechtskosten van eisers of tussenkomende partijen mocht worden gevorderd.

Artikel 15

Veroordelingen in de kosten van het geding, uitgesproken in een van de Verdragsluitende Staten tegen een persoon die, hetzij ingevolge artikel 14, hetzij ingevolge de wet van de Staat waar het geding wordt aanhangig gemaakt is vrijgesteld van zekerheidstelling, depot of storting worden, op verzoek van de schuldeiser, kosteloos uitvoerbaar verklaard in iedere andere Verdragsluitende Staat.

Artikel 16

Iedere Verdragsluitende Staat wijst een of meer autoriteiten aan, belast met het verzenden naar de bevoegde centrale autoriteit in de aangezochte Staat van de in artikel 15 bedoelde verzoeken om uitvoerbaarverklaring.

Iedere Verdragsluitende Staat wijst een centrale autoriteit aan om zulke verzoeken in ontvangst te nemen en om passende maatregelen te treffen opdat daarop een onherroepelijke beslissing wordt genomen.

Federale Staten en Staten met meer dan een rechtsstelsel kunnen meer dan een centrale autoriteit aanwijzen. Indien de centrale autoriteit waarbij een verzoek wordt ingediend, niet bevoegd is het te behandelen, dient deze het verzoek door te zenden naar de centrale autoriteit in de aangezochte Staat, die daartoe wel bevoegd is.

Verzoeken, ingevolge dit artikel ingediend, worden doorgezonden zonder tussenkomst van enige andere instantie. Dit laat evenwel de mogelijkheid, een verzoek langs diplomatieke weg te verzenden, onverlet.

Het bepaalde in dit artikel laat het recht van de schuldeiser om een verzoek rechtstreeks in te dienen onverlet, tenzij de aangezochte Staat heeft verklaard aldus ingediende verzoeken niet te aanvaarden.

Artikel 17

Verzoeken, ingevolge artikel 15 ingediend, dienen vergezeld te gaan van:

a) een eensluidend afschrift van het gedeelte van de rechterlijke uitspraak houdende de naam en de hoedanigheid van de partijen alsmede van de veroordeling in de kosten van het geding;

b) alle stukken waaruit kan blijken dat tegen de rechterlijke uitspraak geen gewoon rechtsmiddel meer open staat in de Staat van herkomst en dat de uitspraak aldaar uitvoerbaar is;

c) een gewaarmerkte vertaling van bovengenoemde stukken in de taal van de aangezochte Staat, zo deze niet in deze taal zijn gesteld.

Op het verzoek wordt beslist zonder partijen te horen. De bevoegde autoriteit in de aangezochte Staat volstaat met het onderzoek of de benodigde stukken zijn overgelegd. Op verlangen van de verzoeker stelt deze autoriteit het bedrag van de kosten van attestatie, vertaling en waarmerking vast, welke kosten worden beschouwd als kosten van het geding. Legalisatie of een soortgelijke formaliteit kan niet worden verlangd.

Tegen de uitspraak van de bevoegde autoriteit is slechts beroep mogelijk in overeenstemming met de wet van de aangezochte Staat.

HOOFDSTUK III

AFSCHRIFTEN VAN AKTEN EN VONNISSEN

Artikel 18

Onderdanen van Verdragsluitende Staten, alsmede personen die hun gewone verblijfplaats hebben in een Verdragsluitende Staat, kunnen in iedere andere Verdragsluitende Staat op dezelfde voorwaarden als de onderdanen daarvan afschriften van of uittreksels uit rechterlijke uitspraken en in openbare registers ingeschreven akten betreffende burgerlijke of handelszaken verkrijgen en deze stukken, zo nodig, doen legaliseren.

HOOFDSTUK IV

LIJFSDWANG EN VRIJGELEIDE

Artikel 19

Lijfsdwang, hetzij als executiemiddel, hetzij als middel tot bewaring van recht, kan in burgerlijke of in handelszaken niet worden toegepast op onderdanen van een Verdragsluitende Staat of op personen die hun gewone verblijfplaats hebben in een Verdragsluitende Staat, in de gevallen waarin tegen de eigen onderdanen geen lijfsdwang is toegelaten. Elk feit dat door een onderdaan die zijn gewone verblijfplaats heeft in deze Staat kan worden ingeroepen om ontslag uit de lijfsdwang te verkrijgen, moet met hetzelfde gevolg kunnen worden ingeroepen door een onderdaan van een Verdragsluitende Staat of een persoon die zijn gewone verblijfplaats heeft in een Verdragsluitende Staat, zelfs indien dit feit in het buitenland heeft plaatsgehad.

Artikel 20

Een persoon die onderdaan is van een Verdragsluitende Staat of zijn gewone verblijfplaats in een Verdragsluitende Staat heeft en die door een rechter in een andere Verdragsluitende Staat, of met toestemming van de rechter door een partij, in persoon wordt opgeroepen om als getuige of deskundige te verschijnen voor een gerecht in die Staat, kan in die Staat noch worden vervolgd, noch in hechtenis worden genomen, noch aan enige andere vorm van vrijheidsbeperking worden onderworpen voor feiten of veroordelingen die voorafgingen aan zijn komst op het grondgebied van die Staat.

De in het voorgaande lid bedoelde onschendbaarheid vangt aan zeven dagen vóór de datum die is vastgesteld voor het horen van de getuige of de deskundige, en houdt op wanneer de getuige of de deskundige gedurende zeven achtereenvolgende dagen na het tijdstip waarop hem door

de rechterlijke autoriteiten werd medegedeeld dat zijn aanwezigheid niet langer vereist was de gelegenheid gehad heeft om het grondgebied te verlaten doch daar desniettemin is gebleven of na het te hebben verlaten vrijwillig op dat grondgebied is teruggekeerd.

HOOFDSTUK V

ALGEMENE BEPALINGEN

Artikel 21

Onverminderd het bepaalde in artikel 22 kan geen bepaling van dit Verdrag worden uitgelegd als houdende een beperking op enig recht met betrekking tot de onderwerpen welke door dit Verdrag worden geregeld, dat aan een persoon toekomt ingevolge het recht van een Verdragsluitende Staat of ingevolge enige andere overeenkomst waarbij deze Staat partij is of wordt.

Artikel 22

Tussen Partijen bij dit Verdrag die tevens Partij zijn bij het Verdrag betreffende de burgerlijke rechtsvordering, ondertekend op 17 juli 1905 te 's-Gravenhage, en/of het Verdrag betreffende burgerlijke rechtsvordering, ondertekend op 1 maart 1954 te 's-Gravenhage, vervangt dit Verdrag de artikelen 17 t/m 24 van het Verdrag van 1905 of de artikelen 17 t/m 26 van het Verdrag van 1954, zelfs indien het in het tweede lid, onder c, van artikel 28 van dit Verdrag bedoelde voorbehoud is gemaakt.

Artikel 23

Aanvullende overeenkomsten tussen de Partijen bij de Verdragen van 1905 en 1954 worden, voor zover zij daarmee verenigbaar zijn, eveneens geacht van toepassing te zijn op dit Verdrag, tenzij de Partijen anders overeenkomen.

Artikel 24

Een Verdragsluitende Staat kan door middel van een verklaring bekend maken in welke andere taal of talen dan die bedoeld in de artikelen 7 en 17 de naar zijn centrale autoriteit gezonden stukken kunnen worden gesteld of vertaald.

Artikel 25

Een Verdragsluitende Staat die meer dan een officiële taal bezit en, op grond van zijn interne recht, voor zijn gehele grondgebied de in de artikelen 7 en 17 vermelde stukken niet in een van de daarin bedoelde

talen kan aanvaarden, dient in een verklaring bekend te maken in welke taal deze stukken of vertalingen daarvan moeten zijn gesteld voor gebruik in met name genoemde delen van zijn grondgebied.

Artikel 26

Een Verdragsluitende Staat die twee of meer gebiedsdelen omvat waarin verschillende rechtsstelsels van toepassing zijn met betrekking tot door dit Verdrag beheerste onderwerpen kan op het tijdstip van ondertekening, bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding verklaren dat dit Verdrag van toepassing is op alle gebiedsdelen of slechts op een of meer daarvan, en kan te allen tijde deze verklaring wijzigen door het afleggen van een andere verklaring.

Deze verklaringen dienen ter kennis te worden gebracht van het Ministerie van Buitenlandse Zaken van het Koninkrijk der Nederlanden en dienen uitdrukkelijk de gebiedsdelen waarop het Verdrag van toepassing is te vermelden.

Artikel 27

In de gevallen waarin een Verdragsluitende Staat een staatsinrichting bezit waarin de uitvoerende, de rechterlijke en de wetgevende macht zijn verdeeld tussen de centrale overheid en andere overheden, heeft de ondertekening, de bekrachtiging, de aanvaarding of de goedkeuring van dit Verdrag, of de toetreding daartoe, of het afleggen door deze Staat, van een verklaring ingevolge van artikel 26, geen gevolgen met betrekking tot de interne verdeling van bevoegdheden tussen de machten in deze Staat.

Artikel 28

Iedere Verdragsluitende Staat kan zich, op het tijdstip van ondertekening, bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding, het recht voorbehouden de toepassing van artikel 1 uit te sluiten met betrekking tot personen die geen onderdaan van een Verdragsluitende Staat zijn, doch die hun gewone verblijfplaats hebben in een andere Verdragsluitende Staat dan de Staat die het voorbehoud maakt, of die vroeger hun gewone verblijfplaats hebben gehad in de Staat die het voorbehoud maakt, indien geen behandeling op grondslag van wederkerigheid plaatsvindt tussen de Staat die het voorbehoud maakt, en de Staat waarvan de verzoekers om rechtsbijstand onderdaan zijn.

Iedere Verdragsluitende Staat kan zich, op het tijdstip van ondertekening, bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding, het recht voorbehouden tot uitsluiting van:

a) het gebruik van Engels of Frans, of van beide talen, ingevolge artikel 7, tweede lid;

b) de toepassing van artikel 13, tweede lid;

c) de toepassing van Hoofdstuk II;
d) de toepassing van artikel 20.
Wanneer een Staat een voorbehoud heeft gemaakt:
e) ingevolge het tweede lid, onder a, van dit artikel, waarbij het gebruik van zowel Engels als Frans wordt uitgesloten, kan elke andere betrokken Staat dezelfde regel toepassen ten aanzien van de Staat die het voorbehoud heeft gemaakt;
f) ingevolge het tweede lid, onder b, van dit artikel, kan elke andere Staat weigeren het tweede lid van artikel 13 toe te passen op personen die onderdaan zijn van de Staat die het voorbehoud heeft gemaakt, of die hun gewone verblijfplaats hebben in die Staat;
g) ingevolge het tweede lid, onder c, van dit artikel, kan elke andere Staat weigeren Hoofdstuk II toe te passen op personen die onderdaan zijn van de Staat die het voorbehoud heeft gemaakt, of die hun gewone verblijfplaats in die Staat hebben.
Geen enkel ander voorbehoud is toegestaan.
Iedere Verdragsluitende Staat kan te allen tijde een door hem gemaakt voorbehoud intrekken. Van de intrekking dient kennis te worden gegeven aan het Ministerie van Buitenlandse Zaken van het Koninkrijk der Nederlanden. Het voorbehoud houdt op van kracht te zijn op de eerste dag van de derde kalendermaand, volgend op die waarin de kennisgeving is geschied.

Artikel 29

Iedere Verdragsluitende Staat stelt, op het tijdstip van de nederlegging van zijn akte van bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding, of op een later tijdstip, het Ministerie van Buitenlandse Zaken van het Koninkrijk der Nederlanden in kennis van de aanwijzing van de autoriteiten, bedoeld in de artikelen 3, 4 en 16.
Deze Staat doet, zo nodig, eveneens mededeling van:
a) de verklaringen ingevolge de artikelen 5, 9, 16, 24, 25, 26 en 33;
b) de intrekking of de wijziging van de bovenbedoelde aanwijzingen en verklaringen;
c) de intrekking van een voorbehoud.

Artikel 30

De als bijlage bij dit Verdrag gevoegde modelformulieren kunnen worden gewijzigd door een besluit van een Bijzondere Commissie, bijeen te roepen door de Secretaris-Generaal van de Haagse Conferentie, waarvoor alle Verdragsluitende Staten en alle Lid-Staten van de Haagse Conferentie worden uitgenodigd. Het voorstel tot wijziging van de formulieren wordt in de agenda van de bijeenkomst opgenomen.
Wijzigingen dienen te worden aanvaard bij meerderheid van stemmen van de Verdragsluitende Staten die in de Bijzondere Commissie aanwezig zijn en hun stem hebben uitgebracht. Zij treden voor alle Verdrag-

sluitende Staten in werking op de eerste dag van de zevende kalendermaand na de datum waarop de Secretaris-Generaal daarvan alle Verdragsluitende Staten in kennis heeft gesteld.

Tijdens het in het tweede lid bedoelde tijdvak kan iedere Verdragsluitende Staat door middel van een schriftelijke kennisgeving aan het Ministerie van Buitenlandse Zaken van het Koninkrijk der Nederlanden een voorbehoud maken met betrekking tot de wijziging. Een Partij die een zodanig voorbehoud maakt wordt, met betrekking tot deze wijziging, tot het tijdstip van intrekking van het voorbehoud behandeld als een Staat die geen Partij is bij het onderhavige Verdrag.

HOOFDSTUK VI

SLOTBEPALINGEN

Artikel 31

Dit Verdrag staat open voor ondertekening door de Staten die lid waren van de Haagse Conferentie voor Internationaal Privaatrecht op het tijdstip van de Veertiende Zitting, en door niet-Lid-Staten die waren uitgenodigd om aan de opstelling ervan deel te nemen.

Het Verdrag wordt bekrachtigd, aanvaard of goedgekeurd en de akten van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring worden nedergelegd bij het Ministerie van Buitenlandse Zaken van het Koninkrijk der Nederlanden.

Artikel 32

Iedere andere Staat kan tot het Verdrag toetreden.

De akte van toetreding wordt nedergelegd bij het Ministerie van Buitenlandse Zaken van het Koninkrijk der Nederlanden.

De toetreding heeft slechts gevolg in de betrekkingen tussen de toetredende Staat en die Verdragsluitende Staten die niet binnen twaalf maanden na de ontvangst van de in artikel 36 onder 2 bedoelde kennisgeving bezwaar hebben gemaakt tegen de toetreding van deze Staat.

Een zodanig bezwaar kan ook worden gemaakt door Lid-Staten op het tijdstip waarop zij het Verdrag bekrachtigen, aanvaarden of goedkeuren indien dit na de toetreding geschiedt. Van ieder bezwaar wordt kennis gegeven aan het Ministerie van Buitenlandse Zaken van het Koninkrijk der Nederlanden.

Artikel 33

Iedere Staat kan, op het tijdstip van ondertekening, bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding, verklaren dat het Verdrag zich zal uitstrekken tot het geheel van de gebieden voor welker internationale betrekkingen hij verantwoordelijk is, of tot een of meer van die gebie-

den. Deze verklaring wordt van kracht op het tijdstip waarop het Verdrag voor die Staat in werking treedt.

Deze verklaring, alsmede iedere latere uitbreiding, wordt ter kennis gebracht van het Ministerie van Buitenlandse Zaken van het Koninkrijk der Nederlanden.

Artikel 34

Het Verdrag treedt in werking op de eerste dag van de derde kalendermaand na de nederlegging van de derde akte van bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding, bedoeld in de artikelen 31 en 32.

Vervolgens treedt het Verdrag in werking:

1. voor iedere Staat die daarna het Verdrag bekrachtigt, aanvaardt, goedkeurt of daartoe toetreedt, op de eerste dag van de derde kalendermaand na de nederlegging van zijn akte van bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding;

2. voor de grondgebieden of territoriale eenheden waarop het Verdrag is uitgebreid overeenkomstig artikel 26 of 33, op de eerste dag van de derde kalendermaand na de in die artikelen bedoelde kennisgeving.

Artikel 35

Het Verdrag blijft gedurende vijf jaar van kracht, te rekenen van de datum van zijn inwerkingtreding overeenkomstig artikel 34, eerste lid, ook voor de Staten die het later hebben bekrachtigd, aanvaard, goedgekeurd of ertoe zijn toegetreden.

Het Verdrag wordt, behoudens opzegging, voor telkens vijf jaar stilzwijgend verlengd.

De opzegging dient ten minste zes maanden voor het verstrijken van de termijn van vijf jaar ter kennis te worden gebracht van het Ministerie van Buitenlandse Zaken van het Koninkrijk der Nederlanden. Zij kan worden beperkt tot een of meer van de gebieden of territoriale eenheden waarop het Verdrag van toepassing is.

De opzegging heeft slechts gevolg ten opzichte van de Staat die haar heeft gedaan. Het Verdrag blijft van kracht voor de andere Verdragsluitende Staten.

Artikel 36

Het Ministerie van Buitenlandse Zaken van het Koninkrijk der Nederlanden geeft de Lid-Staten van de Conferentie, alsmede de Staten die overeenkomstig artikel 32 zijn toegetreden, kennis van:

1. de ondertekeningen, bekrachtigingen, aanvaardingen en goedkeuringen bedoeld in artikel 31;

2. de toetredingen en bezwaren tegen toetredingen bedoeld in artikel 32;

3. de datum waarop het Verdrag overeenkomstig artikel 34 in werking treedt;
4. de verklaringen, bedoeld in de artikelen 26 en 33;
5. de voorbehouden en de intrekking van voorbehouden bedoeld in de artikelen 28 en 30;
6. de kennisgevingen medegedeeld ingevolge artikel 29;
7. de opzeggingen bedoeld in artikel 35.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekenden, daartoe naar behoren gemachtigd, dit Verdrag hebben ondertekend.

GEDAAN te 's-Gravenhage, de 25ste oktober 1980, in de Engelse en de Franse taal, waarbij beide teksten gelijkelijk authentiek zijn, in één enkel exemplaar, dat zal worden nedergelegd in het archief van de Regering van het Koninkrijk der Nederlanden en waarvan een voor eensluidend gewaarmerkt afschrift langs diplomatieke weg zal worden gezonden aan alle Staten die ten tijde van haar Veertiende Zitting lid waren van de Haagse Conferentie voor Internationaal Privaatrecht, alsmede aan elke andere Staat die heeft deelgenomen aan de voorbereiding van dit Verdrag tijdens die Zitting.

(Voor de ondertekeningen zie blz. 24 en 25 van dit Tractatenblad)

BIJLAGE BIJ HET VERDRAG

FORMULIER VOOR DE VERZENDING VAN EEN VERZOEK OM RECHTSBIJSTAND

Verdrag inzake de toegang tot de rechter in internationale gevallen, ondertekend te 's-Gravenhage op 25 oktober 1980.

Naam en adres van de verzendende autoriteit	Adres van de ontvangende centrale autoriteit

Ondergetekende, verzendende autoriteit, heeft de eer de ontvangende centrale autoriteit het aangehechte verzoek om rechtsbijstand, alsmede de bijlage daarbij (verklaring betreffende de financiële positie van de verzoeker) te doen toekomen, ter uitvoering van het bepaalde in Hoofdstuk I van het bovengenoemde Verdrag.

Eventuele opmerkingen betreffende het verzoek en de verklaring:

Eventuele andere opmerkingen:

Gedaan te ....., op .....

handtekening en/of stempel

VERZOEK OM RECHTSBIJSTAND

Verdrag inzake de toegang tot de rechter in internationale gevallen, ondertekend te 's-Gravenhage op 25 oktober 1980.

1 Naam en adres van de verzoeker om rechtsbijstand

2 Indien bekend, het gerecht waarvoor het geding aanhangig is of wordt gemaakt

3 *a* Aard van het geding; bedrag van de vordering, indien van toepassing

b Indien van toepassing: lijst van bijbehorende stukken ter ondersteuning met betrekking tot het aanhangige of beoogde geding*

c Naam en adres van de wederpartij*

4 Eventuele datum of termijn met betrekking tot het geding, uit de overschrijding waarvan rechtsgevolgen voor de verzoeker voortvloeien, op grond waarvan bij de behandeling van het verzoek spoed geboden is*

5 Eventuele andere, van belang zijnde, gegevens*

6 Gedaan te ....., op .....

7 Handtekening van de verzoeker

* Doorhalen indien niet van toepassing

Bijlage bij het verzoek
om rechtsbijstand

Verklaring betreffende de financiële positie van de verzoeker

I *Persoonlijke gegevens*

8 naam (van gehuwde vrouwen ook de meisjesnaam)

9 voorna(a)m(en)

10 datum en plaats van geboorte

11 nationaliteit

12 *a* gewone verblijfplaats (sinds: .....)

b vorige gewone verblijfplaats (van ..... tot .....)

13 burgerlijke staat (ongehuwd, gehuwd, weduwe, weduwnaar, gescheiden, gescheiden van tafel en bed)

14 naam en voorna(a)m(en) van echtgeno(o)t(e)

15 namen, voornamen en geboortedata van de kinderen ten laste van de verzoeker

16 andere personen ten laste van verzoeker

17 aanvullende gegevens betreffende de gezinssituatie

II *Financiële positie*

18 beroep

19 naam en adres van werkgever of plaats waar het beroep wordt uitgeoefend

20 inkomen	van de verzoeker	van de echtgeno(o)t(e)	van de personen ten laste van de verzoeker
a inkomen uit arbeid (met inbegrip van betalingen in natura)	.....	.....	.....
b pensioenen, invaliditeitsuitkeringen, onderhoudsuitkeringen, toelagen, lijfrenten	.....	.....	.....
c werkloosheidsuitkeringen	.....	.....	.....
d inkomsten uit niet gesalarieerde betrekkingen	.....	.....	.....
e inkomsten uit effecten en andere waardepapieren	.....	.....	.....
f inkomsten uit onroerende goederen	.....	.....	.....
g andere bronnen van inkomsten	.....	.....	.....

21 onroerende goederen	van de verzoeker	van de echtgeno(o)t(e)	van de personen ten laste van de verzoeker
(verzoeke de waarde en de lasten te vermelden)	.....	.....	.....
22 overige bezittingen	van de verzoeker	van de echtgeno(o)t(e)	van de personen ten laste van de verzoeker
(effecten, winstdeling, vorderingen, bankrekeningen, bedrijfskapitaal enz.)	.....	.....	.....
23 schulden en andere financiële verplichtingen	van de verzoeker	van de echtgeno(o)t(e)	van de personen ten laste van de verzoeker
a leningen (vermeld aard, openstaand bedrag alsmede jaarlijkse/maandelijkse aflossingen)	.....	.....	.....
b onderhoudsverplichtingen (vermeld maandelijkse betalingen)	.....	.....	.....
c huishuur (met inbegrip van de kosten van verwarming, elektriciteit, gas en water)	.....	.....	.....
d overige periodieke verplichtingen	.....	.....	.....

24 inkomstenbelasting en premies voor de sociale verzekering *in het voorafgaande jaar*

25 opmerkingen van de verzoeker

26 eventuele lijst van bijbehorende stukken

27 ondergetekende is zich bewust van de strafrechtelijke gevolgen van het verstrekken van onjuiste inlichtingen, en verklaart dat de hierboven vermelde gegevens volledig en juist zijn.

28 gedaan te ..... (plaats)

29 op ..... (datum)

30 ..... (handtekening van de verzoeker)

D. PARLEMENT

Het Verdrag behoeft ingevolge artikel 91, eerste lid, van de Grondwet de goedkeuring van de Staten-Generaal, alvorens het Koninkrijk aan het Verdrag kan worden gebonden.

E. BEKRACHTIGING

In overeenstemming met artikel 31, tweede lid, van het Verdrag hebben de volgende Staten een akte van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring nedergelegd:

Frankrijk[1])	22 december 1982
Zweden[2])	15 januari 1987
Spanje[3])	8 februari 1988
Finland[4])	13 juni 1988
Joegoslavië	12 juli 1988

---

[1]) Onder de volgende voorbehouden en verklaringen:

«Par application des dispositions de l'article 28, alinéa premier, la France se réserve le droit d'exclure l'application de l'article premier aux personnes qui ne sont pas ressortissantes d'un Etat contractant, mais qui ont leur résidence habituelle dans un Etat contractant autre que celui qui a fait la réserve ou qui ont eu leur résidence habituelle dans l'Etat qui a fait la réserve, s'il n'existe aucune réciprocité entre l'Etat qui a fait la réserve et l'Etat dont le demandeur à l'assistance judiciaire est le ressortissant.

Conformément aux dispositions de l'article 29 et par application de l'article 3, le Ministère de la Justice, représenté par le Bureau de l'Entraide Judiciaire Internationale à la Direction des Affaires Civiles et du Sceau, est désigné comme Autorité centrale chargée de recevoir les demandes d'assistance judiciaire et d'y donner suite.

Conformément aux dispositions de l'article 29 et par application de l'article 4, le Ministère de la Justice, représenté par le Bureau de l'Entraide Judiciaire Internationale à la Direction des Affaires Civiles et du Sceau, est désigné comme autorité expéditrice chargée de transmettre les demandes d'assistance judiciaire.

Conformément aux dispositions de l'article 29 et par application de l'article 16 alinéa 1, le Ministère de la Justice, représenté par le Bureau de l'Entraide Judiciaire Internationale à la Direction des Affaires Civiles et du Sceau, est désigné comme autorité expéditrice chargée de transmettre les demandes d'exéquatur visées par l'article 15.

Conformément aux dispositions de l'article 29 et par application de l'article 16 alinéa 1, le Ministère de la Justice, représenté par le Bureau de l'Entraide Judiciaire Internationale à la Direction des Affaires Civiles et du Sceau, est désigné comme Autorité centrale chargée de recevoir les demandes d'exéquatur visées par l'article 15.

Conformément aux dispositions de l'article 28 alinéa 2-a, et par application de l'article 7 alinéa 2, il ne donnera suite qu'aux demandes rédigées en langue française ou accompagnées d'une traduction dans cette langue.

Conformément aux dispositions de l'article 33, il déclare que la Convention s'appliquera à l'ensemble du territoire de la République Française.».

[2]) Onder het volgende voorbehoud en de volgende verklaringen:
1. Legal aid referred to in Article 13 second paragraph will not be available in Sweden (Article 28 second paragraph b).
2. Documents sent to the Central Authority may be drawn up in or translated to the Danish or Norwegian language (Article 24).
3. The Ministry for Foreign Affairs is designated as Central Authority according to Article 3 and as transmitting authority according to Article 4 and 16 (Article 29).

[3]) Onder de volgende verklaringen:
a) "En relación con los artículos 3, 4 y 16, Espana declara que la autoridad central y expedidora, es el Secretario General Técnico del Ministerio de Justicia."
b) "En relación con el artículo 5, Espana declara que se podrán presentar solicitudes por via consular."
vertaling:
a) «En relation aux articles 3, 4 et 16, l'Espagne déclare que l'autorité centrale et expéditrice est le Secrétaire Géneral Technique du Ministère de la Justice».
b) «En relation avec l'article 5, l'Espagne déclare qu'il sera possible de présenter des demandes par voie consulaire».

[4]) Finland heeft als Autoriteit bedoeld in de artikelen 3, 4 en 16 van het Verdrag aangewezen:
het Ministerie van Justitie

G. INWERKINGTREDING

De bepalingen van het Verdrag zijn ingevolge artikel 34, eerste lid, in werking getreden op 1 mei 1988 voor Frankrijk, Spanje en Zweden.

Voor iedere Staat die daarna het Verdrag bekrachtigt, aanvaardt of goedkeurt, danwel tot het Verdrag toetreedt, treedt het Verdrag ingevolge artikel 34, tweede lid, in werking op de eerste dag van de derde kalendermaand na de nederlegging van de desbetreffende akte.

J. GEGEVENS

Het onderhavige Verdrag is opgesteld tijdens de van 6 tot 25 oktober 1980 te 's-Gravenhage gehouden veertiende zitting van de Haagse Conferentie voor Internationaal Privaatrecht.

Van het op 31 oktober 1951 te 's-Gravenhage tot stand gekomen Statuut van de Haagse Conferentie voor Internationaal Privaatrecht zijn tekst en vertaling geplaatst in *Trb.* 1953, 80; zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1984, 141.

Van het op 17 juli 1905 te 's-Gravenhage tot stand gekomen Verdrag betreffende burgerlijke rechtsvordering, hetwelk gedeeltelijk zal worden vervangen door het onderhavige Verdrag, zijn tekst en vertaling geplaatst in *Stb.* 1909, 120; zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1975, 148.

Van het op 1 maart 1954 te 's-Gravenhage tot stand gekomen Verdrag betreffende burgerlijke rechtsvordering, hetwelk gedeeltelijk zal worden vervangen door het onderhavige Verdrag, zijn tekst en vertaling geplaatst in *Trb.* 1954, 40; zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1981, 122.

Voorts is in het kader van de Raad van Europa op 27 januari 1977 te Straatsburg tot stand gekomen een Europese Overeenkomst inzake het verzenden van verzoeken om rechtsbijstand. Tekst en vertaling van die Overeenkomst zijn geplaatst in *Trb.* 1989, 116.

Uitgegeven de *eenentwintigste* september 1989.

De Minister van Buitenlandse Zaken,

H. VAN DEN BROEK

404680F
ISSN 0920 - 2218
SDU uitgeverij 's-Gravenhage 1989